

Gradignan, le 02/07/2026

Cher(e)s collègues,

Les Comités Sociaux d'Administration des 11 et 22 juin 2026 se sont tenus au Centre Pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan. Fidèle à son engagement de transparence envers les personnels, l'**UFAP UNSa Justice** vous propose un retour sur les principaux sujets abordés, les décisions annoncées par l'administration et les positions que nous avons défendues tout au long de ces deux instances.

→ CSA du 11 Juin 2026 ←

Dès l'ouverture du CSA, FO Justice a choisi de consacrer sa déclaration liminaire à dénoncer plusieurs prétendus manquements de l'administration concernant la transmission des documents préparatoires et certains refus de détachement. Après vérification, il est pourtant apparu que les documents avaient bien été adressés... Une entrée en matière qui en dit finalement bien plus sur leur préparation des CSA que tous les discours qu'ils peuvent tenir.

1. Plan Régional Équipement

Plusieurs opérations ont été annoncées pour un montant global de plus de 76 000 euros : travaux sur le bâtiment A (extracteurs des douches, réfection du toit-terrasse, reprise du sol de la salle de classe du 5^e étage, installation de caméras au QI) ainsi que sur le NCP (marquise du quartier femmes et prises électriques dans les locaux administratifs).

En revanche, les projets pourtant indispensables, comme la climatisation de la zone administrative (215 000 euros) ou le renforcement de la sécurisation du NCP (100 000 euros), restent sans perspective à court terme.

2. Réouverture du 1^{er} étage Bâtiment-A

La direction a tenté de défendre ce projet en mettant en avant une amélioration des conditions de travail. Pour l'**UFAP UNSa Justice**, cette réouverture intervient pourtant au pire moment.

Ouvrir un étage supplémentaire en plein mois de juillet, sans aucune garantie sur les effectifs réellement disponibles, alors que les congés d'été, les absences et les arrêts maladie réduisent déjà considérablement les ressources, constitue une prise de risque que nous refusons de cautionner.

Aujourd'hui, les effectifs peinent déjà à assurer le fonctionnement des cinq étages de la structure historique. Il est donc incompréhensible de demander aux personnels d'en gérer un sixième avec toujours moins de moyens.

Nous avons également dénoncé le gaspillage financier que représente cette réouverture, à seulement huit mois de la fermeture programmée du bâtiment. Comment justifier de tels investissements alors que toutes nos demandes portant sur la sécurité des personnels ou l'amélioration des conditions de travail sont systématiquement écartées faute de budget ?

Concernant la réorganisation des services, nous avons rappelé que si une majorité d'agents souhaite évoluer vers des cycles en 12 heures, il est hors de question d'abandonner les collègues dont la situation personnelle ou médicale rend ce rythme incompatible.

Nous avons également attiré l'attention sur la capacité réelle du service des agents à absorber l'ensemble des modifications de cycles, d'affectations et d'organisations induites par ce projet, alors que dans quelques mois tout sera à nouveau profondément réorganisé avec la marche à blanc puis l'ouverture de la nouvelle structure.



L'**UFAP UNSa Justice** a proposé de renoncer à cette réouverture et de redéployer les trois personnels prévus vers la mise en œuvre de la promenade unique sur la MAH1.

Pour toutes ces raisons, nous avons voté **CONTRE** cette réouverture, fidèles à la position que nous défendons depuis le premier jour.

FO Justice de son côté, qui revendiquait pourtant depuis des mois la paternité de ce projet, a finalement choisi... de s'abstenir !

3. Retour sur les mouvements de protestation des personnels

Les personnels attendent toujours des réponses concrètes aux difficultés qui perdurent depuis de nombreux mois. Malgré les engagements pris à l'issue des différents mouvements de protestation de 2025 et 2026, les situations critiques continuent de s'accumuler dans plusieurs services.

Nous avons donc de nouveau inscrit ce point à l'ordre du jour afin d'obtenir un véritable bilan des engagements pris par la direction.

Force est de constater que les constats sont désormais connus de tous. En revanche, les décisions concrètes tardent toujours à venir. Les difficultés persistent, les personnels continuent d'être pointés du doigt, tandis que les véritables causes du malaise restent largement ignorées.

4. Plan Équité

Présenté comme une réponse au manque de reconnaissance et à l'absentéisme, le plan Équité ressemble surtout à un nouvel outil de gestion des absences plutôt qu'à une réponse aux difficultés structurelles rencontrées par les personnels.

Un premier groupe de travail s'est déroulé le 17 juin et un second est prévu le 8 juillet.

5. Projet de Secteur de Gestion Renforcée

Face à une situation devenue préoccupante, marquée notamment par un nombre important de comptes rendus d'incidents en attente de traitement, l'**UFAP UNSa Justice** a présenté son projet de Secteur de Gestion Renforcée.

Ce dispositif permettrait d'accueillir temporairement des personnes détenues particulièrement perturbatrices dans une prise en charge spécifique décidée en CPU selon des critères objectifs de sécurité. Il ne s'agit pas d'une mesure disciplinaire mais d'un outil de prévention destiné à limiter les violences, les trafics et les incidents en détention.

Inspiré de dispositifs déjà existants dans plusieurs établissements et de notre brigade de désencombrement mise en place en 2019, ce projet prévoit notamment une promenade unique, un désencombrement des cellules, une limitation des objets autorisés ainsi qu'un contrôle renforcé des effets personnels.

Nous avons également demandé qu'une réflexion soit engagée sur la prise en charge des profils spécifiques qui ne peuvent durablement rester en détention classique, le QAE ne pouvant constituer une solution permanente.

6. Canicule

Enfin, un point d'urgence a été consacré aux conséquences de la canicule. L'**UFAP UNSa Justice** a demandé une adaptation des horaires, l'arrêt des activités non essentielles ainsi que l'acquisition de ventilateurs et de climatiseurs mobiles.

→ CSA du 22 Juin 2026 ←

Visiblement embarrassée par son abstention sur la réouverture du 1er étage lors du CSA du 11 juin, FO Justice a préféré boycotter ce nouveau CSA. Mais avant de claquer la porte, il lui fallait manifestement vider son sac en qualifiant l'instance de « théâtre » et ses participants de « guignols » et de « comédiens ». Pour une organisation syndicale qui ne cesse de revendiquer son sérieux et son professionnalisme, la démonstration a de quoi faire sourire. Une véritable sortie en fanfare... qui n'aura toutefois apporté aucune réponse sur la seule question que les personnels étaient en droit de se poser : pourquoi s'être abstenu sur un projet dont-on revendique pourtant la paternité ? À défaut d'assumer un vote, certains préfèrent manifestement changer de scène.



Retour global

Sans surprise, l'adjointe au chef d'établissement a confirmé que la réouverture du premier étage aurait bien lieu, sur décision de la DGAP.

Un point a ensuite été réalisé sur les difficultés RH ainsi que sur les conséquences de la canicule. Plusieurs secteurs spécifiques ont été sollicités afin de renforcer temporairement la structure historique.

Concernant la distribution des bouteilles d'eau, les consignes existent, mais leur application demeure très inégale selon les secteurs.

Sur le bâtiment A, les bouteilles initialement destinées à la population pénale après les coupures d'eau ont finalement été distribuées aux personnels, sans qu'aucune anticipation n'ait été prévue. Le remplacement des fontaines à eau devrait intervenir durant la première quinzaine de juillet.

L'UFAP UNSa Justice a été entendue sur plusieurs demandes, notamment la possibilité pour les agents des quartiers spécifiques de se relever entre eux ainsi que la mise en place de temps de pause permettant aux personnels de détention de se rafraîchir.

Nous avons également signalé les nombreuses défaillances des équipements soumis aux fortes chaleurs : climatiseurs défectueux, ascenseurs en panne ou encore matériel vieillissant.

Concernant les climatiseurs mobiles, leur mauvais état général, conséquence d'un entretien insuffisant et de leur ancienneté, a conduit l'administration à autoriser l'acquisition de nouveaux appareils.

Au NCP, les packs d'eau sont désormais stockés dans une chambre froide initialement destinée à la boulangerie, avec une distribution plus ou moins régulière.

Le mirador a été équipé de deux climatiseurs mobiles supplémentaires afin de compenser l'insuffisance du système existant.

Pour les chambres de nuit, plusieurs ventilateurs ont été achetés à la suite de notre demande formulée lors du précédent CSA. Leur nombre reste toutefois insuffisant.

Une nouvelle fois, un épisode climatique exceptionnel met en évidence les fragilités structurelles de l'établissement. Le manque d'anticipation, l'insuffisance des moyens matériels, humains et budgétaires empêchent une gestion sereine de ce type d'événement.

*

Ces deux CSA auront surtout mis en évidence une réalité que les personnels vivent au quotidien : des effectifs toujours insuffisants, des décisions imposées sans tenir compte des contraintes du terrain, des réponses qui tardent à venir et des difficultés qui continuent de s'accumuler. Malgré ce constat préoccupant, l'UFAP UNSa Justice continuera à défendre les intérêts des personnels avec la même constance : en portant des propositions concrètes, en dénonçant ce qui ne fonctionne pas et en exigeant les moyens indispensables au bon fonctionnement de notre établissement.



L'UFAP UNSa Justice
Bordeaux Gradignan



ÉLECTIONS
Professionnelles
Du 3 au 10 décembre 2026
JE VOTE UFAP UNSa Justice

